



**Études économiques  
de l'OCDE**

**HONGRIE**





# Études économiques de l'OCDE

## Hongrie

2007



# ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

*Cette étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.*

*Publié également en anglais*

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/editions/corrigenda](http://www.oecd.org/editions/corrigenda).

© OCDE 2007

---

Toute reproduction, copie, transmission ou traduction de cette publication doit faire l'objet d'une autorisation écrite. Les demandes doivent être adressées aux Éditions OCDE [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org) ou par fax 33 1 45 24 99 30. Les demandes d'autorisation de photocopie partielle doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, fax 33 1 46 34 67 19, [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com) ou (pour les États-Unis exclusivement) au Copyright Clearance Center (CCC), 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, USA, fax 1 978 646 8600, [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com).

---

## Table des matières

<b>Évaluation et recommandations</b> .....	11
<b>Chapitre 1. L'assainissement budgétaire, principal enjeu de politique économique</b> ....	19
L'épineuse question budgétaire.....	21
L'amélioration du taux d'emploi doit rester une priorité pour les pouvoirs publics ...	28
Évolution de l'environnement économique.....	32
Évolution de la politique environnementale .....	34
Notes .....	37
Bibliographie.....	39
Annexe 1.A1. Progrès des réformes structurelles .....	41
Annexe 1.A2. Analyse de régression du cycle des dépenses budgétaires .....	44
Annexe 1.A3. Demande, production et prix : prévisions de l'OCDE jusqu'en 2008 ....	45
Annexe 1.A4. Transferts de l'UE sur la période budgétaire communautaire 2007-13 ..	46
Annexe 1.A5. Complément d'information sur les réformes du marché du travail ....	51
<b>Chapitre 2. Évaluation de la stratégie gouvernementale d'assainissement budgétaire</b> ..	53
Vue d'ensemble de la stratégie gouvernementale .....	54
Nouvelles mesures visant à renforcer la discipline budgétaire .....	59
Mesures visant à augmenter les recettes : la plupart devraient être annulées à terme.....	60
Réduction immédiate des dépenses : le gel des salaires sera difficile à maintenir ....	60
Évaluation des principales réformes structurelles .....	61
Notes .....	71
Bibliographie.....	73
Annexe 2.A1. Simulation de l'évolution de la dette .....	74
Annexe 2.A2. Pensions de préretraite .....	76
<b>Chapitre 3. Promouvoir l'efficacité des administrations infranationales</b> .....	79
Le système d'administration infranational .....	82
Budgétisation .....	83
Responsabilités en matière de dépenses .....	86
Systèmes de financement pour les collectivités locales .....	96
Notes .....	103
Bibliographie.....	105
Annexe 3.A1. Les règles d'équilibre budgétaire des comptes municipaux .....	107
Annexe 3.A2. Transferts de l'UE aux municipalités hongroises dans le budget 2007-13 .....	108

Chapitre 4. <b>Augmenter le taux d'emploi : mieux concilier vie professionnelle et vie familiale</b> .....	111
Les familles en Hongrie : quelques données de base .....	113
Principales caractéristiques des prestations familiales .....	115
La politique doit s'employer davantage à concilier vie professionnelle et vie familiale .....	117
Notes .....	125
Bibliographie .....	126
Annexe 4.A1. Détail des aides aux familles .....	127
Annexe 4.A2. Influence des prestations monétaires sur le revenu familial .....	130
Annexe 4.A3. Impact des modifications apportées en janvier 2006 au soutien financier aux familles .....	132
<b>Glossaire</b> .....	133
<b>Encadrés</b>	
1.1. Évolution de la situation politique .....	20
1.2. Évolution de la politique monétaire .....	25
2.1. Recommandations relatives à la stratégie d'assainissement budgétaire .....	55
2.2. Estimations de l'économie souterraine et mesures récentes pour la combattre .....	57
3.1. Recommandations pour les réformes des collectivités locales .....	80
3.2. Évolution politique dans les collectivités locales .....	83
3.3. Conséquences de la séparation entre la fourniture de services et la propriété des actifs .....	91
3.4. Expérience des pays de l'OCDE en matière de coopération entre autorités locales .....	92
3.5. Stratégies nationales d'échange d'informations .....	95
4.1. Principales recommandations sur la politique familiale .....	112
4.2. Étude récente des déterminants de la fécondité .....	119
4.3. Le débat autour des barèmes d'équivalence en Europe orientale .....	123
<b>Tableaux</b>	
1.A4.1. Transferts budgétaires entre la Hongrie et l'Union européenne, 2007-13 – Crédits d'engagement .....	47
2.1. Mesures initiales du programme d'assainissement budgétaire du gouvernement .....	56
2.A1.1. Caractéristiques des scénarios .....	75
3.1. Structure des administrations publiques en Hongrie .....	82
3.2. Dette publique brute .....	83
3.3. Assignation des compétences aux collectivités locales .....	87
3.4. Distribution par taille des communes .....	90
3.5. Distribution des microrégions par type d'activité .....	93
3.6. Impôts locaux .....	101
4.A1.1. Aides financières à long terme pour les familles .....	127
4.A1.2. Autres types d'aide aux familles .....	129
4.A3.1. Comparaison des aides aux familles entre 2005 et 2006 .....	132

**Graphiques**

1.1. Déficit des administrations publiques : évolution et objectifs . . . . .	22
1.2. Croissance du PIB réel par habitant . . . . .	22
1.3. Évolution de la balance courante, du taux de change, de l'inflation et des taux d'intérêt . . . . .	24
1.4. Taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans . . . . .	29
1.5. Écarts de taux d'emploi entre les femmes avec et sans enfants . . . . .	30
1.6. Prix garantis aux producteurs d'énergie renouvelable (« tarifs de rachat ») . . .	35
1.A5.1. Rapport entre salaires minimums et salaire médian . . . . .	52
2.1. Objectifs de déficit et de dette dans le cadre des programmes de convergence successifs . . . . .	56
2.2. Dynamique de la dette en fonction de différentes hypothèses budgétaires . . . . .	58
3.1. Part des collectivités locales dans les dépenses des administrations publiques . . . . .	88
3.2. Nombre moyen d'habitants par commune : comparaison internationale . . . . .	89
3.3. Recettes des collectivités locales, par catégorie . . . . .	96
3.4. Impôts, par niveau d'administration . . . . .	100
4.1. Caractéristiques principales des familles en Hongrie . . . . .	114
4.2. Comparaison internationale de la durée des congés de maternité et parentaux rémunérés . . . . .	117
4.3. Taux d'inactivité des mères selon le nombre d'enfants . . . . .	118
4.4. Comparaison internationale des dépenses consacrées à la famille . . . . .	118
4.5. Le problème de la trappe à inactivité . . . . .	123
4.A2.1. Revenu de la famille : quelques scénarios . . . . .	130

*Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.*

*La situation économique et les politiques de la Hongrie ont été évaluées par le Comité le 12 avril 2007. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 23 avril 2007.*

*Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Philip Hemmings et Alessandro Goglio sous la direction de Andreas Wörgötter. L'équipe de rédaction était assistée de Roland Natran (détaché du ministère hongrois des Finances).*

*L'Étude précédente de la Hongrie a été publiée en juillet 2005.*



## STATISTIQUES DE BASE DE LA HONGRIE, 2006

### LE PAYS

Superficie (1 000 km <sup>2</sup> )	93	Principales agglomérations (1 000 habitants)	
Agriculture (%)	63	Budapest	1 698
Forêt (%)	19	Debrecen	204

### LA POPULATION

Population (1 000)	10 076	Emploi (1 000)	3 887
Habitants au km <sup>2</sup>	108	Agriculture (%)	5
Accroissement naturel (1 000)	-32	Industrie (%)	33
Migration nette (1 000)	15	Services (%)	62

### LE GOUVERNEMENT

Consommation des administrations publiques (% du PIB)	23	Nombre de sièges au Parlement	386
Recettes totales des administrations publiques (% du PIB)	44	Pourcentage des sièges occupés par la coalition gouvernementale	54
Déficit des administrations publiques (% du PIB)	9	Nombre de partis politiques	4
Dette publique, 2005, définition de Maastricht (% du PIB)	58	Dernière élection	2006

### LA PRODUCTION

PIB, prix courants (milliards UHF)	23 562	Agriculture (% de la valeur ajoutée)	4
PIB par habitant (USD, prix courants)	11 121	Industrie (% de la valeur ajoutée)	30
Formation brute de capital fixe (% du PIB)	22	Services (% de la valeur ajoutée)	65

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services (% du PIB)	78	Importations de biens et services (% du PIB)	77
Principales exportations de marchandises (% du total)		Principales importations de marchandises (% du total)	
Machines et matériel de transport	62	Machines et matériel de transport	50
Produits manufacturés	28	Produits manufacturés	33

### LA MONNAIE

Forints par \$	210.40	Forints par €	264.09
----------------	--------	---------------	--------

## Résumé

**L'**assainissement des finances publiques figure au premier rang des priorités politiques. En effet, le gouvernement hongrois s'est lancé dans un ambitieux programme de consolidation budgétaire sur quatre ans qui fait suite à un nouveau record de déficit (9.2 % du PIB) enregistré au cours de l'année électorale 2006. Les hausses de recettes et les diminutions de dépenses qui en ont immédiatement résulté ont pour effet de modérer temporairement la croissance. Toutefois, si tout se déroule selon les prévisions, ce programme devrait bénéficier à l'économie à plus long terme. Ses retombées positives éventuelles dépendent néanmoins très fortement des facteurs suivants :

- **Discipline des procédures budgétaires.** Les travaux de renforcement des mécanismes budgétaires doivent être poursuivis. Un système de plafonds de dépenses contraignants devrait être envisagé. La réforme budgétaire devrait également être étendue aux administrations infranationales.
- **Maintien des gels de dépenses.** Le réaménagement qui s'est traduit par le versement à l'avance d'une partie du 13<sup>e</sup> mois de salaire aux salariés de la fonction publique n'aura pas de conséquence sur la réalisation des objectifs budgétaires 2007 pris sur la base des droits constatés. Néanmoins, il sera essentiel qu'à l'avenir, les pouvoirs publics résistent mieux aux pressions les incitant à accroître les dépenses provoquées par l'existence de recettes exceptionnelles.
- **Mise en œuvre du programme de réformes structurelles.** Les réformes du système de santé qui devraient entraîner des économies budgétaires sensibles sont assez bien avancées, et une réduction bienvenue des subventions des prix du gaz a déjà permis d'abaisser les dépenses publiques. Les réformes engagées dans le domaine de l'éducation sont positives, mais les modifications apportées au système des droits de scolarité en particulier devraient aller plus loin. Il est en revanche plus difficile de savoir si toutes les réductions prévues au niveau de l'administration seront effectivement menées à bien.

La réussite de la réforme des dépenses publiques nécessite la participation des départements et des communes. En effet, il est aussi possible de réaliser des économies de frais généraux administratifs dans ces collectivités et les administrations infranationales sont chargées de rendre de nombreux services publics. Un examen approfondi de ces questions dans la présente Étude montre qu'il est nécessaire de :

- **Réaliser des économies d'échelle.** Les contraintes d'ordre politique excluent tout mouvement important de regroupement entre les petites municipalités qui sont très nombreuses. Cela étant, la prestation conjointe de services est répandue et devrait être encore encouragée. Les efforts de rationalisation consistant à remplacer les administrations départementales par des assemblées régionales devraient être poursuivis.
- **Réformer les systèmes de financement.** Le financement des administrations infranationales doit être simplifié, rendu plus transparent, et les comptes doivent faire l'objet d'une surveillance. Par ailleurs, l'utilisation d'indicateurs de résultats et de performances permettant de procéder à une évaluation comparative des services rendus doit devenir plus répandue. La réforme de la

fiscalité locale devrait porter notamment sur l'élargissement de l'impôt sur les biens immobiliers et la suppression de la taxe locale sur les entreprises.

Le faible taux d'emploi de la Hongrie reste un handicap structurel majeur pour les performances économiques du pays. Une réforme salubre des prestations de chômage et des pensions de retraite anticipée a été opérée. Les modifications qu'il est prévu d'apporter aux pensions d'invalidité semblent prometteuses et une proposition concrète de réforme des pensions de vieillesse est projetée. La présente Étude examine de manière approfondie la question du congé parental de longue durée ainsi que d'autres aspects de la politique familiale.

- **Les efforts actuellement mis en œuvre pour encourager les services de garde d'enfants sont bienvenus.** Au cours de la réforme à venir, il faudra envisager de continuer à renforcer les obligations de prestations imposées par l'Administration centrale aux municipalités dans le domaine de ces services, qui doit s'accompagner d'un financement adéquat. Un système de chèques-services pour la garde d'enfants pourrait être un moyen d'augmenter l'efficacité des services rendus.
- **Il faudrait envisager de réformer les congés parentaux, très longs,** ainsi que de modifier le système connexe d'allocations complémentaires versées en espèces. Les économies réalisées pourraient être utilisées pour aider à financer l'augmentation de l'offre de services de garde d'enfants.



# Études économiques de l'OCDE

## HONGRIE

### THÈME SPÉCIAL : LES COLLECTIVITÉS LOCALES

#### Pays membres : dernières parutions

Allemagne, mai 2006  
Australie, juillet 2006  
Autriche, juillet 2007  
Belgique, mars 2007  
Canada, juin 2006  
Corée, juin 2007  
Danemark, février 2008  
Espagne, janvier 2007  
États-Unis, mai 2007  
Finlande, mai 2006  
France, juin 2007  
Grèce, mai 2007  
**Hongrie, mai 2007**  
Irlande, mars 2006  
Islande, février 2008  
Italie, novembre 2005  
Japon, mars 2007  
Luxembourg, juillet 2006  
Mexique, septembre 2007  
Norvège, janvier 2007  
Nouvelle-Zélande, avril 2007  
Pays-Bas, janvier 2008  
Pologne, juin 2006  
Portugal, avril 2006  
République slovaque, avril 2007  
République tchèque, juin 2006  
Royaume-Uni, septembre 2007  
Suède, février 2007  
Suisse, novembre 2007  
Turquie, octobre 2006  
Zone euro, janvier 2007

#### Pays non membres : dernières parutions

Brésil, novembre 2006  
Bulgarie, avril 1999  
Chili, novembre 2007  
Chine, septembre 2005  
Les États baltes, février 2000  
Roumanie, octobre 2002  
Fédération de Russie, novembre 2006  
Slovénie, mai 1997  
République fédérale de Yougoslavie, janvier 2003

Les abonnés à ce périodique peuvent accéder gratuitement à la version en ligne. Si vous ne bénéficiez pas encore de l'accès en ligne à travers le réseau de votre institution, contactez votre bibliothécaire. S'il s'agit d'un abonnement individuel, écrivez-nous à :

[SourceOECD@oecd.org](mailto:SourceOECD@oecd.org)

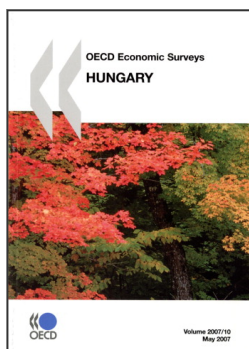
**Volume 2007/10**  
**Mai 2007**

éditions **OCDE**  
[www.oecd.org/editions](http://www.oecd.org/editions)

ISBN 978-92-64-032743  
10 2007 10 2 P



9 789264 032743



Extrait de :  
**OECD Economic Surveys: Hungary 2007**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-hun-2007-en](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-hun-2007-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2008), « Couverture et table des matières », dans *OECD Economic Surveys: Hungary 2007*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-hun-2007-1-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-hun-2007-1-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).